

NAPPA#161

NOUVELLES DES AIRES PROTÉGÉES D'AFRIQUE MARS 2022



Coucher de soleil au Parc national de Gorongosa au Mozambique, par Jemima Martins

PAPACO

EDITO **RECONSTRUIRE LA CONFIANCE** PAR GEOFFROY MAUVAIS

PDF PAGE 3 **ACTU MOOC CONSERVATION**

PDF PAGE 4 **AMBASSADEURS MOOC CONSERVATION**

PDF PAGE 6 **DOSSIER UICN : CONFLIT ET CONSERVATION**

PDF PAGE 11 **AUTRES NOUVELLES**

Édito



GEOFFROY MAUVAIS

COORDONNATEUR DE L'UICN-PAPACO

RECONSTRUIRE LA CONFIANCE

Fin janvier, un article* intéressant est paru sur le parc national du Kruger, en Afrique du Sud. Intéressant à différents titres.

D'abord parce qu'il s'agit d'un des plus grands et plus anciens parcs nationaux en Afrique. Deux millions d'hectares, presque un siècle d'existence ; à juste titre, il est souvent cité en exemple dans le monde de la conservation et « fait partie de l'ADN de l'Afrique du Sud depuis des générations ».

Comme beaucoup de parcs du continent où il reste – encore – des ressources à piller, il fait l'objet de terribles convoitises ; en particulier sa population de rhinos blancs, moins de 3000 aujourd'hui quand le parc en comptait plus de 10 000 en 2010. Protéger un tel espace est mission – presque – impossible et on dénombre en moyenne plus de 2700 incidents de braconnage chaque année. En oubliant tout ce qu'on ne voit pas !

Autour du Kruger, c'est à l'image de bien des périphéries de parcs en Afrique. « Plus de deux millions de gens pauvres vivent le long de la bordure du parc ». Avec parfois plus de 60% des jeunes sans emploi, difficile de concevoir la conservation comme une priorité et de résister à la pression des bandes organisées qui pilotent le braconnage. Sans compter que les trois-quarts de ces habitants ne sont jamais entrés dans le parc. Certains ne le voient que comme « un garde-manger entourés par la faim ».

Face à cela, l'État fait ce qu'il peut mais ce qu'il peut n'est pas assez. Pas assez de gardes, pas assez payés, formés, équipés, encadrés. La grande dépendance du parc aux revenus du tourisme l'a plongé dans le déficit avec la crise du COVID. Comme beaucoup d'autres grands parcs, il a besoin de profondes réformes de sa gestion mais aussi de sa gouvernance pour lui permettre de trouver de nouvelles voies, de nouvelles réponses. Mais le changement fait peur.

Et puis il y a le poids de l'histoire. Pour certains, le Kruger est toujours « une terre volée à leurs ancêtres durant l'Apartheid pour la chasse et le loisir des Blancs ». Y braconner n'est donc que le juste retour des choses. Une vision qu'on retrouve dans bien des endroits, même si l'histoire y fut quelque peu différente.

Dans cet article, les gestionnaires du Kruger posent finalement la question centrale : « comment pouvons-nous faire pour que les communautés se sentent propriétaires du parc ? ». Et d'ajouter : « si on devait recommencer la conservation du parc aujourd'hui, on le ferait complètement différemment ».

Ce point est essentiel : la confiance est perdue. Confiance au sein du parc entre les employés et avec leur encadrement, après de multiples scandales de corruption et de trahison. Confiance de et avec la population riveraine qui souffre et ne voit pas le parc comme une solution mais uniquement un problème. Sans cette confiance, qui doit être partagée, aucune collaboration n'est possible. Sans cette collaboration, qui doit être réelle, aucune chance de réussir.

Le monde a évolué, nos perceptions du monde ont changé, les moyens de protéger la nature ont progressé. Tout cela permet d'aborder avec plus de recul et d'expérience le futur de nos aires protégées. Cela ne signifie pas leur déclin ou leur déclassement, au contraire puisque nous nous engageons vers plus de territoires protégés, sous différentes formes, d'ici 2030. Mais cela requiert d'abandonner les vieilles recettes, les armes, les clôtures, la force, la contrainte, les frustrations. Que cela se déroule dans des réserves privées, pourquoi pas s'il n'y a pas d'alternatives et que les enjeux le justifient ? Après tout, chacun est responsable chez soi ! Mais pas dans les parcs nationaux qui sont avant tout l'héritage d'un pays et de ses habitants et qui doivent rester leur « propriété » à 100%. Si l'on ne restaure pas la confiance et le sens de l'appartenance qui vient avec, aucun espoir d'appropriation du parc en tant que patrimoine partagé et aucune chance qu'il survive aux pressions grandissantes. C'est cela la leçon du Kruger. ●

LE PAPACO EN LIGNE

[facebook/IUCNpapaco](https://facebook.com/IUCNpapaco)

[Groupe FB MOOC \(Français\)](https://facebook.com/GroupeFBMOOCFrancais)

[@mooconconservation \(Instagram\)](https://instagram.com/mooconconservation)

[@Papaco_IUCN \(Twitter\)](https://twitter.com/Papaco_IUCN)

[Papaco.org](https://www.papaco.org)

[Newsletter PCA \(Programme UICN des AP\)](#)



MOOC CONSERVATION

LES MOOC

Session lancée. Rejoignez les autres apprenants de cette session. Pour rappel, il n'est pas trop tard de vous inscrire, puisqu'il n'y a pas de retard à rattrapper. Chaque apprenant suit les MOOC à son propre rythme.

Session en cours : 17 janvier - 12 juin 2022 (minuit).

Inscriptions aux MOOC : mooc-conservation.org



LES ESSENTIELS

Qu'est-ce que c'est ? Ces Essentiels sont des formations courtes adaptées aux profils professionnels d'acteurs impliqués dans la gestion d'aires protégées, selon le niveau de responsabilités.

Les Essentiels sont disponibles tout le long de l'année.

Inscriptions : mooc-conservation.org



ESSENTIEL RANGER

Pour les professionnels d'AP qui appliquent les décisions et assurent la mise en œuvre pratique des activités sur ces territoires.



ESSENTIEL MANAGER

Pour les professionnels d'AP devant planifier, encadrer et évaluer le travail des rangers.

→ **MANAGER LOI :** s'occupe essentiellement de l'application des lois et secondairement la valorisation de l'AP et de ses ressources naturelles.



→ **MANAGER RECHERCHE :** s'occupe essentiellement des activités de recherche, suivi évaluation et suivi écologique.



ESSENTIEL LEADER

Destiné aux acteurs qui influencent plus largement le contexte de la gestion des AP, directement au sein d'une AP.

sans nécessairement travailler

CERTIFICAT EN LIGNE EN CONSERVATION DES AIRES PROTÉGÉES

Prochain examen : 15 juin 2022.

Candidatez : [remplissez le formulaire ici](#).

De quoi s'agit-il ? Ce certificat n'est pas une attestation de réussite. Il est délivré par l'Université Senghor d'Alexandrie. Pour pouvoir passer l'examen, il faut avoir validé (les conditions sont sur mooc-conservation.org) :

- les 6 premiers MOOC du Papaco (GAP, SE, LOI, SP, VAL et Tech, pas les Essentiels) ET ;
- l'un des trois MOOC de l'IFDD OU le MOOC Aires marines protégées.

AMBASSADEURS MOOC CONSERVATION

AMBASSADEUR ? Il s'agit d'un étudiant des MOOC du Papaco s'étant porté volontaire pour venir en aide aux étudiants de sa ville/région.

Liste complète : [ici](#).

CINQ NOUVEAUX AMBASSADEURS :

La famille des ambassadeurs s'agrandit. N'hésitez pas à rejoindre le hub qui vous concerne :

- **Martin** à Kisangani (RDC), il y prend le relai de Richard (merci Richard !);
- **Cristovao** au Mozambique ;
- **Victor** à Mahajanga (Madagascar) ;
- **Sariaka** rejoint Raymond à Antananarivo (Madagascar) ;
- **Cheick** à Tenkodogo (Burkina Faso).



Martin, Kisangani (RDC)



Cristovao, Mozambique



Victor, Mahajanga (Madagascar)



Sariaka, Antananarivo (Madagascar)



Cheick, Tenkodogo (Burkina Faso)

RENCONTRE AU GABON :

« Il s'est tenu ce mercredi 26 Janvier 2022 à L'Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENEF) une rencontre entre les étudiants de ladite école et les ambassadeurs MOOC Conservation au Gabon.

L'objectif de la rencontre était d'informer aux étudiants de L'ENEF sur les formations #mooc_conservation de l'UICN Papaco. L'intérêt de présenter ces opportunités à L'ENEF est que c'est une école qui forme des cadres de haut niveau dans le domaine de la gestion et gouvernance forestière, aires protégées et conservation de la biodiversité terrestre aquatique et Marine...

La rencontre a vu la participation de:

- 50 étudiants de différents niveaux et filières ;
- la cheffe de département Faune et aires protégées ;
- le responsable de la Cellule géomatique de L'ENEF ;
- huit étudiants MOOC Conservation ;
- la chaine média Gabon Vert.

Elle s'est achevée par une sortie écologique autour des mangroves de la baie de la Mondah (au Cap Estérias).

Celle-ci a permis non seulement de sensibiliser sur les menaces auxquelles cet écosystème fragile fait face, mais surtout permettre aux étudiants PAPACO du Gabon de confronter leurs acquis MOOC Conservation à la réalité du terrain. » Par Hans, ambassadeur MOOC Conservation au Gabon.

Visionner la [vidéo de la rencontre \(une vidéo de Gabon Vert\)](#).



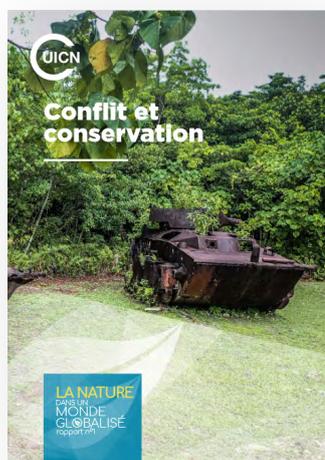
« Le dimanche 26 décembre 2021 les étudiants du PAPACO du Burkina Faso ont pris part sur invitation de l'ONG Full For Progress / Burkina Faso à une journée de nettoyage et d'embellissement du parc urbain Bangr-weoogo de Ouagadougou, capitale politique du Burkina Faso. Cette journée dite de nettoyage et d'embellissement du parc urbain Bangr-weoogo de Ouagadougou, qui a été précédée d'une réunion de cadrage que les organisateurs ont eue le 21 décembre 2021 avec l'équipe de gestion du parc, a connu la participation d'environ 400 personnes issues de plus d'une vingtaine d'organisations!

La tenue de cette journée a été l'occasion pour l'Ambassadeur des MOOC du PAPACO à Ouagadougou de faire une brève présentation du programme MOOC Conservation et d'inviter ainsi les personnes désireuses de s'inscrire aux MOOC de prendre plus tard attache avec lui pour connaître de la conduite à tenir. » Par Valéry Aristide THIOMBIANO, ambassadeur du PAPACO à Ouagadougou.



Si vous souhaitez créer un Hub MOOC Conservation dans votre ville, vérifiez qu'un hub n'a pas déjà été créé (liste complète : [ici](#)). Si vous ne voyez pas votre ville, et surtout votre pays, prenez contact avec nous. Pour être éligible, il faut avoir validé au moins un MOOC et participé à une session.

CONFLIT ET CONSERVATION



L'impératif de conserver la nature et d'atténuer les conflits est formalisé dans trois des dix-sept Objectifs de développement durable des Nations unies : 14 (Vie aquatique), 15 (Vie terrestre) et 16 (Paix, justice et institutions efficaces). Cependant, bien que les liens entre la guerre et l'environnement en général fassent depuis longtemps l'objet d'études scientifiques et politiques, les relations spécifiques entre conflits armés et conservation de la nature ont reçu relativement moins d'attention. La Première partie du présent rapport comble cette lacune par une synthèse de

la littérature, une analyse ciblée des données et l'évaluation de ses implications sur les politiques et les pratiques.

UICN (2021). Conflit et conservation. La nature dans un monde globalisé, no. 1. Gland, Suisse : UICN.

Lire le [rapport complet](#) ici.

Pour en lire plus sur la sécurité dans les aires protégées, lire [Aires protégées, conflits et insécurité : comprendre la situation et définir des règles](#) par Jérôme Tubiana.

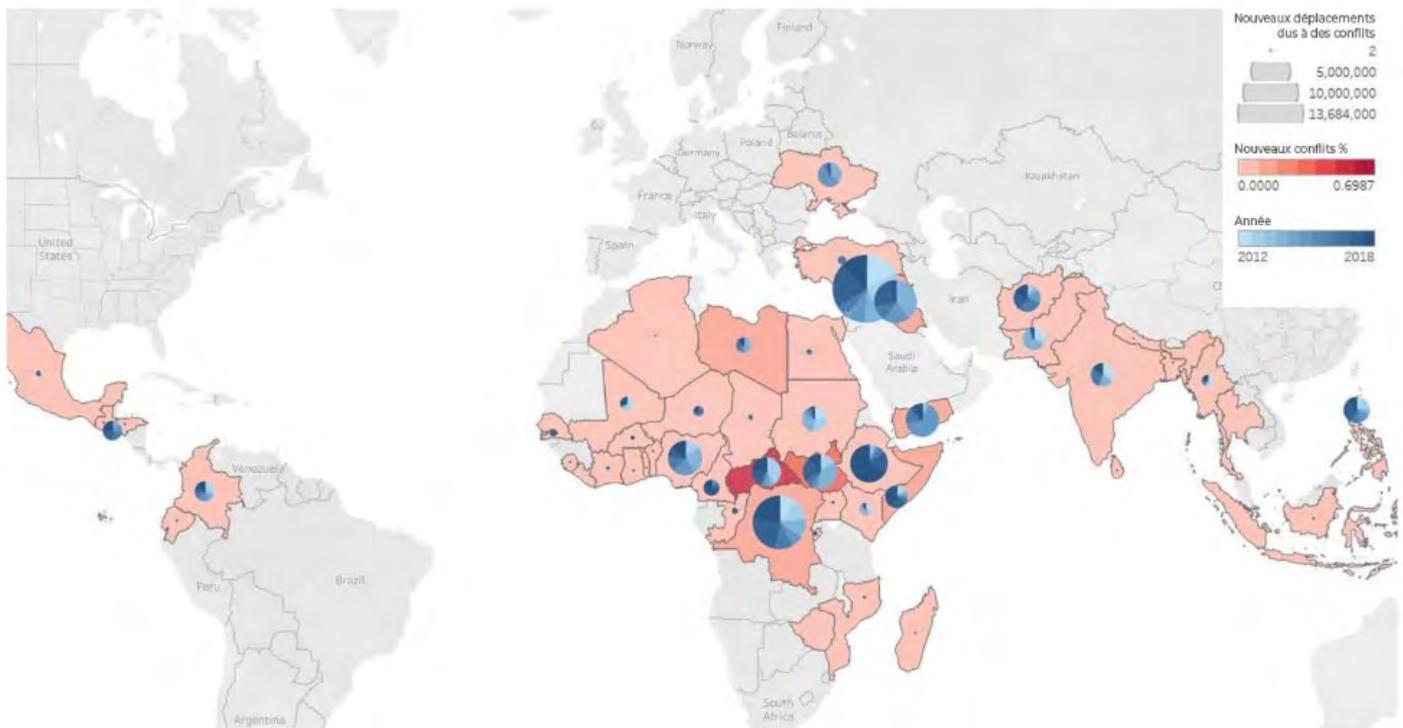
RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les données du Programme d'Uppsala sur les conflits montrent que les événements de conflit armé (c'est-à-dire les incidents où la force armée utilisée par un acteur organisé entraîne au moins un décès) ont augmenté au cours des 30 dernières années et dépassent aujourd'hui 7 000 conflits armés par an dans le monde. Ils sont distribués dans le monde entier mais concentrés en Afrique subsaharienne, en Asie occidentale et en Asie du Sud et, au total, sont responsables de plus de deux millions de morts au cours de la période considérée. Des liens avec la conservation de la nature se produisent tout au long du cycle de vie des conflits, englobant non seulement la guerre elle-même, mais aussi les étapes de préparation et d'après-guerre. Cette dernière comprend souvent des déplacements forcés, qui ont touché plus de 70 millions de personnes dans le monde.

Ce rapport met l'accent sur la nature vivante, c'est-à-

dire la biodiversité, qui englobe un continuum de niveaux d'organisation écologique, de la diversité génétique aux espèces en passant par des écosystèmes entiers. Il existe de grandes variations dans la concentration de la biodiversité, à ces trois niveaux, partout dans le monde, les concentrations les plus élevées se trouvant dans les forêts tropicales, en particulier dans les montagnes et sur les îles. Cependant, cette diversité de la vie est gravement menacée. Par exemple, la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™ estime qu'un quart des espèces appartenant aux groupes les mieux connus sont menacées. Les mesures de conservation visant à lutter contre ces menaces regroupent la protection, l'utilisation durable et la restauration.

Les liens entre conflits, nature et ressources naturelles ne sont pas unidirectionnels, mais réciproques, la nature et les ressources naturelles jouant un rôle dans les conflits, et les conflits affectant à leur tour la nature et les ressources naturelles. Les impacts des conflits armés



Déplacements internes par conflit, 2012-2018

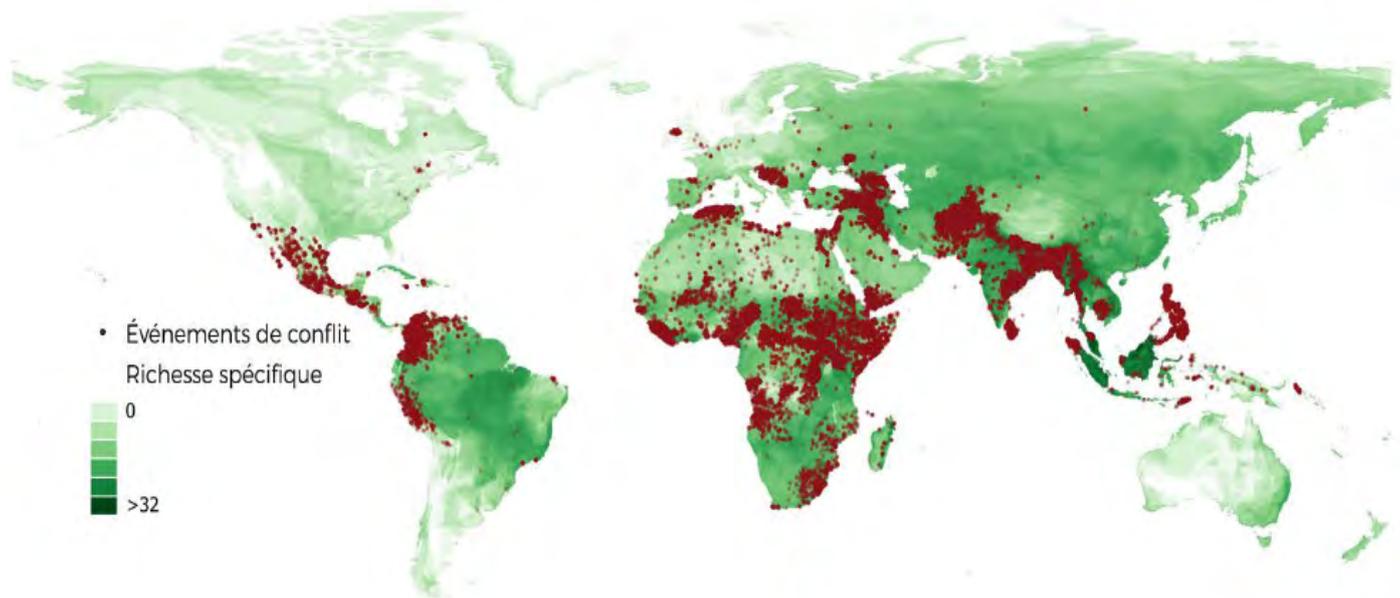
Sources : Compilé par les auteurs à partir de données du Programme d'Uppsala sur les conflits et de l'Observatoire des déplacements internes

sur la nature sont extrêmement négatifs, bien qu'ils varient considérablement dans le détail. Ces impacts peuvent inclure l'abattage direct d'organismes individuels à des fins alimentaires ou commerciales, la dégradation d'écosystèmes en tant que tactique et conséquence de la guerre, la réduction des capacités de conservation et la persécution des défenseurs de l'environnement. S'il existe également quelques preuves, essentiellement historiques, d'effets positifs de la guerre sur la nature par le biais de la « conservation sous la menace », ces impacts semblent être temporaires et rapidement submergés par les vagues de développement incontrôlé faisant souvent suite aux conflits armés. Une analyse empirique des données révèle que les espèces en général, et les espèces menacées en particulier, sont plus susceptibles que prévu de se trouver dans des zones ayant connu des conflits armés au cours des trois dernières décennies. En revanche, les Zones clés pour la biodiversité et les aires protégées présentent moins de conflits qu'attendu. Ainsi, les relations entre conflits et conservation peuvent dépendre de l'échelle envisagée, avec des associations positives à des échelles élevées, mais négatives à des échelles plus fines.

La nature et les ressources naturelles influent sur les conflits de bien des manières différentes. Par exemple, la

dégradation de la nature est fortement, voire totalement, associée à un risque croissant de conflits. Tel est le cas pour de multiples composantes de la nature vivante. Au niveau des espèces, il existe certaines preuves que l'exploitation non durable de la faune et du bois est un moteur de financement des conflits. Un contre-récit met en lumière des situations de « militarisation verte » dans lesquelles la conservation entraîne, en fait, un conflit. Au niveau des écosystèmes, la dégradation des terres et la détérioration des écosystèmes aquatiques peuvent également accroître le risque de conflits armés, tandis qu'une partie importante, bien que contestée, de la littérature indique que les changements climatiques sont également un moteur de conflits. Une analyse novatrice des événements de conflit armé au cours des 30 dernières années révèle que les pays dont les ressources naturelles, et en particulier les terres agricoles, sont moins importantes ou moins productives ont tendance à être plus exposés aux conflits, de même que les pays plus dépendants des ressources naturelles ou plus enclins à la sécheresse.

Ces relations mettent en lumière une série d'options politiques potentielles susceptibles de préserver la nature et promouvoir la paix de façon simultanée. Nombre d'entre elles visent à renforcer la gouvernance



Répartition mondiale des oiseaux, mammifères et amphibiens menacés (en vert) et des événements de conflit armé depuis 1989 (superposés en rouge).

Sources : Compilé par les auteurs à partir des données de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™ et du Programme d'Uppsala sur les conflits

des ressources naturelles par une prise de décisions inclusive, à stabiliser les régimes fonciers et les droits relatifs aux ressources, à améliorer la responsabilité et la transparence, à reconnaître les droits des peuples autochtones et des femmes et à promouvoir une coordination entre les pays, pour n'en citer que quelques-unes. L'amélioration de la gestion des ressources naturelles est également importante, par exemple, au travers de la création et la gestion d'aires protégées, l'utilisation durable des terres et de l'eau, le respect des normes et des garanties de durabilité environnementale et sociale, et l'écologisation des opérations militaires et humanitaires. Enfin, les mécanismes de consolidation de la paix environnementale entre les pays englobent à la fois des instruments juridiques (par exemple, accords internationaux et respect des obligations devant les tribunaux internationaux) et des modalités de gestion transfrontalière (par exemple, hydro-diplomatie, gestion des ressources marines partagées, création de *Parcs pour la paix*).

Les implications de ces analyses, synthèses et options politiques varient selon les secteurs :

Pour les organisations de gouvernance, de conservation et de gestion des ressources naturelles, l'implication primordiale, étant donné la relation positive

entre biodiversité et conflits, est que **la conservation doit se poursuivre même dans les régions déchirées par la guerre**, avec comme considérations primordiales la sécurité des défenseurs de l'environnement se trouvant en première ligne, ainsi que de l'environnement qu'ils défendent. **Un engagement en faveur de la conservation dans les situations post-conflit est également indispensable pour atténuer les pressions souvent extrêmement sévères exercées sur la nature après la cessation des hostilités dans les régions dévastées par la guerre.** De façon plus proactive, les pratiques de conservation devraient reconnaître qu'**une conservation et une restauration efficaces de la nature peuvent contribuer à atténuer et à prévenir les conflits armés.** Le fait que l'inverse soit également vrai souligne également l'importance d'une conservation socialement inclusive et d'un partage équitable des avantages qu'elle procure. En outre, les conservationnistes doivent rester vigilants afin de veiller à ce que le processus de conservation lui-même ne déclenche pas ou n'exacerbe pas de conflits armés.

Pour le droit et les accords internationaux, les implications urgentes des relations entre conflits et nature comprennent la mise en place de **protections explicites pour le personnel des aires protégées et autres défenseurs de la nature**, ainsi que de **sanctions**

à l'encontre des responsables de crimes de guerre environnementaux. Les mécanismes pour établir de telles sanctions pourraient inclure le renforcement de la Commission d'indemnisation des Nations unies et la poursuite des crimes de guerre environnementaux par l'intermédiaire de la Cour pénale internationale, renforcée par les délibérations en cours de la Commission du droit international. En outre, des moyens plus efficaces et généralisés sont nécessaires pour **coordonner les efforts d'application de la loi dans tous les secteurs et à toutes les échelles**, afin de renforcer la prévention et l'atténuation des conflits et de la dégradation de l'environnement, par exemple entre le personnel des aires protégées, le personnel de police et le personnel militaire, et par une collaboration entre les institutions chargées de la protection de la faune, de l'immigration et des douanes au niveau des postes-frontières.

Pour les organisations humanitaires et de développement, les contributions à la consolidation de la paix environnementale par le renforcement d'une gouvernance équitable et transparente sont déjà substantielles. Toutefois, au-delà de ces contributions, il existe des possibilités considérables de reconnaître les avantages qu'un **renforcement de la gestion des ressources naturelles peut apporter à la consolidation**

de la paix environnementale grâce à la gestion des aires protégées, des terres et de l'eau, par exemple. En outre, il est important que les organisations humanitaires et de développement mettent en œuvre des mesures pour **faire face aux impacts de leurs propres activités sur la nature** (y compris l'incidence de leurs procédures d'approvisionnement), en s'inspirant des normes et garanties établies ainsi que des meilleures pratiques, telles que les Directives environnementales du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Pour les interventions militaires, l'implication la plus immédiate est simple: **les investissements militaires devraient activement minimiser leurs effets préjudiciables sur la nature vivante**, aussi bien pendant qu'après les conflits. Cela est important pour réduire les dommages directs à l'environnement mais aussi pour éviter les impacts accidentels. Il est également important de former les soldats, les travailleurs humanitaires et les forces de maintien de la paix à la gestion et gouvernance des ressources naturelles, ainsi que de promouvoir la conservation et l'utilisation durable des ressources dans les politiques de rétablissement post-conflit. À plus long terme, cependant, l'implication la plus importante est que **les investissements dans la conservation augmentent les chances de paix**.

GOVERNANCE TRANSFRONTALIÈRE ET CONFLITS AUTOUR DU LAC TCHAD

James Dalton et Camille Jepang (UICN)

Une mauvaise gouvernance des ressources partagées et un manque de connaissance des mécanismes de gestion transfrontalière peuvent avoir des répercussions sur les relations sociales entre communautés le long des plans d'eau partagés et accroître le risque que des conflits non armés ne dégénèrent en quelque chose de bien pire. Considéré comme l'une des régions les plus fragiles du monde, le lac Tchad est partagé par le Niger, le Nigeria, le Cameroun et le Tchad. Depuis 2009, une crise de sécurité à grande échelle a touché la région, autour de laquelle convergent de multiples facteurs de stress, notamment le chômage, une présence limitée de l'État, la pauvreté et la croissance démographique. Ces facteurs de stress renforcent la concurrence actuelle pour les ressources, exacerbant à leur tour les tensions entre éleveurs, agriculteurs et pêcheurs. Cela a des répercussions sur les personnes dont les moyens de subsistance dépendent du lac Tchad. En outre, cela constitue une menace pour la paix et la sécurité, aggrave la pauvreté et le chômage, et alimente les migrations intrarégionales, quelque 2,5 millions de personnes, dont la plupart sont des femmes et des enfants ayant été déplacées de force. Ces facteurs sont aggravés par la montée de milices ethniques et de groupes militants organisés, tels que Boko Haram, ainsi que par une situation environnementale vulnérable, et en particulier la vulnérabilité de la région aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux changements climatiques.

La taille du lac est très variable, reflétant des schémas de changements climatiques sur plusieurs décennies. Après une période de contraction, le lac Tchad a récemment commencé à s'étendre lentement à nouveau, mais le principal défi auquel font face les personnes dépendantes du lac est l'augmentation des fluctuations et de l'incertitude. Aujourd'hui, plus que jamais dans leur histoire récente, le

moment et la durée des pluies varient de façon erratique. Les effets futurs des changements climatiques sur le lac sont encore mal connus. À mesure que le nombre de personnes dépendant du lac pour leurs moyens de subsistance continue d'augmenter, il est clair que toute nouvelle perturbation de cet écosystème fragile aura de profondes répercussions négatives sur la paix et la sécurité dans la région.

Dans le Chari-Logone, un sous bassin du lac Tchad partagé entre le Tchad et le Cameroun, les chefs de village et de canton (sultans) imposent des taxes sur la traversée de la rivière Logone sur leurs territoires respectifs. Les taxes ont d'abord été imposées par les chefs tchadiens, leurs homologues camerounais ayant ensuite suivi. Cela a affecté l'interaction entre les communautés locales, car en traversant la rivière pour faire du commerce ou visiter des membres de leur famille, celles-ci sont taxées jusqu'à 60 000 CFA (environ 110 USD). En réponse à Boko Haram, des restrictions à la circulation sur les voies navigables sont également venues s'ajouter.

De nombreuses organisations de développement ont réagi à la crise du lac Tchad, dont l'Alliance pour le Sahel, une coalition lancée par la France, l'Allemagne et l'Union européenne, à laquelle se sont ensuite ajoutés la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations unies pour le développement, ainsi que l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Luxembourg, le Danemark et les Pays-Bas. Le projet de Récupération économique et sociale inclusive de l'Alliance pour le lac Tchad (RESILAC) vise à : i) renforcer la cohésion sociale en soutenant le développement territorial et en aidant les victimes de violence, ii) contribuer au redressement économique de la région en créant des emplois sur des sites de réhabilitation d'installations communautaires et un soutien au micro-entrepreneuriat et à l'apprentissage agricoles, et iii) améliorer la gouvernance des municipalités pour une gestion plus efficace des territoires et des ressources naturelles.

L'Initiative Minka - lac Tchad de l'Agence Française de Développement met l'accent sur le réaménagement des infrastructures, les installations hydro-agricoles, les projets à forte intensité de main-d'œuvre et les activités axées sur la sensibilisation sociale et la promotion de la paix. Le projet BRIDGE (Renforcer le dialogue pour améliorer la gouvernance fluviale) de l'UICN, soutenu par la Direction suisse de la coopération au développement, vise à réduire le risque de conflits dans le Chari-Logone, tout en renforçant la gouvernance des ressources naturelles. Le projet met l'accent sur la gestion et l'utilisation conjointes du fleuve et de ses ressources, et collabore avec les institutions locales de gestion de l'eau, la Commission du bassin du lac Tchad et les structures nationales de gestion pour identifier des institutions durables, et encourager le partage des avantages du fleuve plutôt que la concurrence pour ses ressources.

LES FEMMES EN TANT QU'ACTEURS DE CHANGEMENT DANS LA GOUVERNANCE DU FLEUVE MANO, EN GUINÉE ET AU LIBÉRIA

James Dalton et Camille Jepang (UICN)

Le fleuve Mano est partagé entre la Guinée et le Libéria, et a été lourdement touché par la guerre civile ayant eu lieu au Libéria dans les années 1990 et au début des années 2000. La pêche sur le fleuve est traditionnellement pratiquée par des femmes et est essentielle à la subsistance des familles de la région. Certaines communautés, des deux côtés de la frontière, ont eu l'impression que l'autre rive ne respectait pas les frontières nationales, et les deux parties s'accusaient mutuellement de pêcher dans les eaux de l'autre.

Plutôt que de dégénérer en un conflit armé dans une zone ayant déjà connu beaucoup de combats, les pêcheuses ont mis en place un système d'échange d'informations transfrontalier, accordant une répartition des jours de pêche pour chaque communauté et coordonnant leurs activités afin que chaque partie puisse pêcher sans gêner l'autre. Dans ce cas, ces communautés ont réalisé que la coopération était plus efficace que les conflits, les femmes ayant trouvé une solidarité entre elles pour l'alimentation de leurs familles et la génération de revenus. Cette coopération réduit les risques de conflit et favorise une coexistence plus pacifique entre les communautés transfrontières.

- Lire le [rapport complet ici](#)

AUTRES NOUVELLES



Le développement de notre plateforme éducative pour la jeunesse se poursuit. Le premier module est terminé, et est en cours de test dans différents écoles en Afrique.

Pourquoi Youth Conservation ? L'objectif de la plateforme est de sensibiliser les écoliers à l'écologie, et leur faire prendre conscience des enjeux de conservation auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Youth Conservation est en quelque sorte l'étape qui précède MOOC Conservation, et est destinée à devenir un outil d'information incontournable dans les salles de classe à travers l'Afrique.



PANORAMA

SOLUTIONS FOR A HEALTHY PLANET

AMÉNAGEMENT ANNUEL DU PARC NATIONAL W AU BURKINA FASO EN HIMO AVEC LES COMMUNAUTÉS RIVERAINES

Dans l'optique d'une gestion participative du Parc National W au Burkina Faso, l'équipe de gestion du parc entreprend des travaux d'aménagement des pistes, des salines et des mares en collaboration avec les communautés riveraines.

Ce type de collaboration appelée HIMO (Haute Intensité de Main d'Œuvre) consiste à engager les populations riveraines dans la gestion du Parc National W du Burkina Faso et de son environnement immédiat moyennant une petite rémunération. Cette implication est une source de motivation pour ces populations qui s'impliquent davantage dans la conservation des ressources forestières et fauniques par une dénonciation systématique des braconniers et par la sensibilisation sur les pratiques néfastes pour le Parc National W.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).



Photo : Embarquement des jeunes
© UICN-PAPBio

CONTACTS - PAPACO

geoffroy.mauvais@iucn.org
marion.langrand@papaco.org
youssouph.diedhiou@iucn.org
madeleine.coetzer@iucn.org

// Programme Aires Protégées d'Afrique & Conservation - PAPACO
// Chargée de programme PAPACO - MOOC
// Chargé de programme PAPACO - Liste Verte et Patrimoine Mondial
// Chargée de programme PAPACO - Communication